

nla

LES NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

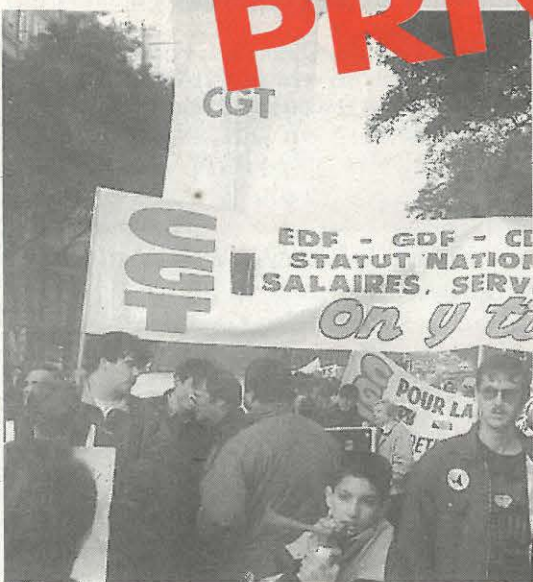
Numéro 741 3 octobre 2002 prix 0,38 €

PRIVATISATION :

DIRE

LA POSTE

NON !



Vite lu

Ce numéro 741 des Nouvelles de Loire-Atlantique traitera des principaux faits d'actualité en cette rentrée. Les projets de privatisation du Gouvernement Raffarin, l'élection partielle cantonale du Croisic, le Forum organisé le 10 octobre à Nantes sur le thème «développement et environnement : complémentarité ou contradiction» sont parmi les principaux sujets de cette addition qui, nous l'espérons, répondra à votre attente.

Une politique ultralibérale

Cent minutes télévisées n'ont pas suffi à Jean-Pierre Raffarin pour convaincre les Français que son projet allait réduire la fracture entre «la France d'en bas» et celle d'en haut. Le Premier ministre devait présenter son budget, il a noyé les Français de mots. Derrière la rondeur du propos apparaît la réalité: une politique ultralibérale qui n'ose pas dire son nom.

L'emploi ? Le Premier ministre en parle car il sait les Français très préoccupés par la question mais en fait il abandonne la priorité à l'action contre le chômage et semble tout attendre de la bonne volonté des chefs d'entreprise pour qu'ils embauchent des jeunes!

Les services publics ? À la casse. Ainsi, en cent minutes, une seule information précise a été donnée; la privatisation d'Air France dès l'automne!

La fiscalité ? En bon libéral, il plaide pour les baisses des charges et les allègements inégalitaires. Les chiffres ne trompent pas: la baisse des impôts s'élèvera à 1,13 milliard d'euros pour les particuliers (les plus riches en profiteront le plus) et 3 milliards pour les sociétés.

Le pouvoir d'achat ? Il semble plus préoccupé par la justification du salaire des ministres que par les vrais problèmes des Françaises et des Français.

Le social ? À la trappe! Raffarin tient à présenter à l'opinion une image de détermination sécuritaire. Police, justice, armée sont dans cette optique, dotées de crédits en forte hausse. Alors que l'éducation, le travail, la culture, la recherche sont malmenés.

Bref, sous les faux-semblants, une vraie politique de droite, faite sur mesure pour les nantis mais dure aux petits.

Quel temps de chien

Chacun d'entre nous a pu durant la période d'été mesurer les caprices météorologiques.

Que d'eau, que d'eau pouvait-on entendre autour de nous ; ce n'est plus comme dans le temps surenchérisaient les plus anciens. Quoi qu'il en soit, les réalités aussi déplaisantes soient-elles sont là. Nous avons eu un été pourri... Mais à qui la faute ?

Les scientifiques s'accordent aujourd'hui à dire qu'un dérèglement climatique majeur a commencé. Quelles en seront les conséquences à terme ? Cela est plus difficile à cerner.

Toutefois les inondations que l'Europe centrale a connues au mois d'août, la sécheresse exceptionnelle au Sénégal ou en Sicile, l'excès d'eau au Népal ou encore en Corée du nord augurent des risques potentiels possibles au niveau de chaque continent. Peut-on de là penser que les tempêtes dévastatrices que notre pays a connu peuvent se reproduire ? Les scientifiques le croient.

Dans un entretien au journal l'Humanité, Jean JOUZEL représentant français au bureau de «l'Inter gouvernemental Panel on Climate Change» déclarait que la hausse moyenne des températures devrait osciller d'ici à la fin du siècle de +2 à +6 degrés ce qui est considérable (Il faut en effet savoir que cela représente la moitié d'un grand changement glaciaire). Nous sommes donc poursuivait-il au début d'un changement climatique majeur.



Comment peut-on intervenir positivement sur cette préoccupante situation ?

Jean JOUZEL préconise une maîtrise de l'utilisation de combustibles fossiles. La première étape passe par la ratification du protocole de Kyoto qui limite les émissions de gaz à effet de serre. Même si les Américains restent bien présents dans toutes les négociations sur les changements climatiques le gouvernement BUSH se refuse toujours à signer ce protocole. Malgré tout les spécialistes espèrent pouvoir commencer à le mettre en œuvre l'an prochain (il faudra pour cela que les pays représentant 55% des émissions mondiales l'aient ratifiées)

Chaque année, ce sont 7 milliards de tonnes de CO2 qui sont émises. Aussi l'attitude des Américains, paraît-elle effrayante : la première puissance économique du monde qui produit à elle seule 25% des gaz à effet de serre refuse obstinément à signer le protocole de Kyoto au même titre que la Chine pour d'autres raisons il est vrai. La France quant à elle, par l'intermédiaire de son Premier ministre J.P. RAFFARIN, vient de délaissier le ferroutage au profit du transport par la route...

Le profit et l'argent valent-ils la vie sur notre planète de quelques 6milliards d'individus ? Non et pourtant...

Une remise à jour du fichier des lecteurs des Nouvelles a été effectuée durant la période estivale. Peut-être avez-vous connaissance d'anomalies autour de vous. Alors, n'hésitez pas, faites le nous savoir afin que nous y apportions les corrections nécessaires.

- Ecrivez nous : NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
- Téléphonez nous : 02 40 35 03 00
- Envoyez nous un message électronique : nla.publicite@wanadoo.fr

De vous à moi

L'ombre du Président CHIRAC, j'ai nommé celui qui, comme un aimant devant un morceau de fer, est attiré par les caméras et micros au point d'encombrer les journaux d'information, n'en fini pas de déclarer. Mes ministres, précise ce premier d'entre eux, mangeront une semaine par mois du cassoulet, des crêpes ou de la choucroute à l'occasion de leurs visites provinciales obligées (ce qui n'est pas sans rappeler les escapades de notre ancien président auvergnat).

Autre question du numéro journalistique : pas question bien entendu, précise-t-il, d'augmenter les tarifs postaux et autres comme annoncé précédemment. Rendez vous compte des difficultés que cela entraîneraient pour les gens de la France d'en bas ceux auxquels il vient d'annoncer qu'il ne bénéficieraient pas d'un coup de pouce sur le SMIC.

Quant aux salaires des ministres là il ne fait surtout pas «déconner». Le gouvernement n'est pas demandeur même si au passage, on fait en sorte de bien faire remarquer à la France d'en bas (vous savez celle qui coûterait trop cher à la France si on augmentait le SMIC) que Monsieur MEIR, le Ministre des Finances ancien grand maître des forges et licencié à souhait, perd par sa fonction à Bercy quelques neuf dixièmes de ses rémunérations antérieures (presque de quoi à faire pleurer cette pauvre France d'en bas).

Quoiqu'il en soit et pour revenir à nos moutons saluons au passage la magnifique prestation du sénateur Michel CHARASSE, cet éminent socialiste - ancien ministre de Mitterrand au budget- dont chacun garde le souvenir de l'homme débordant d'arrogance exposant sa collection de bretelles qui, par un habile amendement dont ce genre d'individu a le secret, a tout simplement servi sur un plateau la substantielle augmentation de nos combattifs ministres.

Tout cela ne pouvait se conclure autrement que par un passage obligé de l'ombre du président devant ces mêmes micros et caméras pour déclarer avec sa simplicité devenue légendaire «finalement on ne s'y opposera pas».

Voilà finalement une histoire rondement menée. Quant à la France d'en bas, elle n'a aucune illusion à se faire : ce ne sera ni CHARASSE ni l'ombre du Président ni MEIR qui iront à sa rescousse et augmenteront le SMIC.

Y.C

Le Pouliguen veut plaire à Sarkozy

Les valeurs républicaines à la sauce SARKOSY semblent donner des ailes à certains élus de droite de notre département à l'exemple du maire du Pouliguen Christian CARONNE (souvenez-vous de ce nom) qui dans un arrêté municipal à la veille des vacances, déclare illicite la distribution de tracts sur la commune durant les périodes estivales. De là à croire qu'il voulait, en cela, faire plaisir au Ministre de l'Intérieur qui passait quelques jours de repos à l'hôtel l'Hermitage de La Baule, serait exagéré quoique, sait-on jamais...

Revenons à cet arrêté dans lequel on peut lire :
«Il est interdit aux vendeurs et distributeurs d'écrits, d'imprimés, dessins ou objets, de circuler et de stationner individuellement ou en groupe sur le territoire de la commune du Pouliguen.

Il est interdit d'apposer des imprimés sur les véhicules en stationnement et d'interpeller les passants sur la voie publique en vue d'effectuer ces distributions...»

Immédiatement, les Communistes de la Presqu'île Guérandaise, André GOUJON, secrétaire de la section et Pierre LE BERCHE en tête, ont exigé avec l'appui de la Fédération du Parti Communiste, le retrait de cet arrêté inacceptable du maire et demandé au Préfet qu'il refuse de parapher un tel texte.

S'adressant avec un tract rédigé pour la circonstance aux estivants et aux habitants de la commune, sur le marché, les militants communistes ont obligé le signataire du texte à venir s'expliquer sur le terrain. Beaucoup d'embarras dans les explications ambiguës du maire pour en finir, bon gré mal gré, à donner raison aux communistes avec le retrait du texte et la promulgation d'un nouvel arrêté qui ne restreint plus les libertés individuelles et collectives. Il est des engrenages dangereux pour les libertés dans lesquels les Communistes ne laisseront jamais conquies s'engager.

Election partielle au Croisic

La loi sur le non cumul des mandats électifs va entraîner suite à la démission de Christophe PRIOU de son poste de Conseiller général du canton du Croisic, un nouveau scrutin fixé aux dimanches 6 et 13 octobre prochains.

C'est notre camarade Pierre LE BERCHE qui était le candidat du Parti Communiste lors du dernier scrutin, a été une nouvelle fois désigné par les Communistes de la Presqu'île Guérandaise pour mener cette bataille électorale.

Le Parti Communiste Français, avec Pierre LE BERCHE, présente un homme de conviction, honnête, dévoué et au service de toutes et tous comme beaucoup ont pu l'apprécier lorsqu'il était Maire de Batz-sur-Mer.

Interrogé sur le sens de sa candidature, Pierre nous a déclaré : «A l'occasion des dernières législatives, la droite a remporté le siège de député de la Presqu'île Guérandaise. Depuis son arrivée au pouvoir, elle n'a pas chômé. Elle a pris des mesures conséquentes qui donnent une idée de ses choix politiques. C'est ainsi qu'elle a réduit les impôts des plus riches, accordé de nouveaux cadeaux fiscaux aux entreprises tandis qu'elle annonçait la remise en cause de l'APA (Allocation Personnalisée d'Autonomie), des 35 heures et

aussi des retraites livrées aux aléas de la Bourse... elle a mis les jeunes dans le collimateur de la justice et prépare tout un plan de privatisations entendant livrer, notamment EDF-GDF, à la loi du marché. C'est le programme du MEDEF que la droite met en œuvre».

Indiquant que sur ce canton, il est le mieux placé pour battre la droite, il est en effet toujours arrivé en tête des candidats de gauche lors des précédents scrutins, Pierre LE BERCHE nous précise «La gauche a été battue au printemps dernier parce qu'elle n'a pas voulu rompre avec la logique libérale empêchant de satisfaire les besoins les plus urgents des catégories populaires. J'ai entendu ce message comme mes amis communistes et je veux lors de la campagne électo-

rale qui s'ouvre, porter par des propositions concrètes, les aspirations de mes concitoyens, en étant utile, efficace et attentif à ce qu'ils me disent. Je suis convaincu que les voix qui se porteront sur mon nom, le 6 octobre, donneront espoir et courage à ceux qui luttent pour un autre monde.»



1 500 signatures à St-Nazaire



Condamnée à la lapidation, c'est le sort que le tribunal islamique du Nigéria a réservé à Amina LAWAL. Son «crime» : elle a mis au monde, en décembre 2001, une petite fille alors qu'elle était divorcée. Elle aurait

ainsi commis un adultère selon la Charia en ayant des relations sexuelles sans être remariée.

Malgré la pression internationale, la Cour d'appel a confirmé pour les mêmes motifs, la sentence qui n'aurait lieu, par mesure de clémence, qu'en 2004 afin qu'elle puisse élever son enfant.

Les Communistes nazairiens ont décidé de lancer une pétition qu'ils font circuler largement sur les marchés et dans les quartiers populaires.

L'accueil est extrêmement positif, nous dit Laurent BELLLOT, l'un des porteurs de cette pétition, qui poursuit : «Nous entendons continuer sur notre élan et tout faire pour que soient respectés les droits de l'Homme au Nigéria.»

Irak : empêchons la guerre

Dire non à la guerre et aux projets de BUSH, c'est la décision que les Communistes de Nantes ont prise en faisant signer la pétition lancée par le Parti Communiste Français. Ils ont ainsi pris une série d'initiatives publiques dans les quartiers et dans le centre de la ville.

Paul ROBERT, Secrétaire du Comité local de Nantes, nous déclarait à ce propos : «Nous disons NON aux projets de BUSH, de guerre en Irak, car ce serait une catastrophe pour les peuples de la région, victimes de tant d'injustices et de frustrations, et tout particulièrement pour le peuple irakien déjà terriblement éprouvé par la dictature de Saddam HUSSEIN et 10 années de

blocus. Les risques sont réels d'un embrasement de toute la région, avec des conséquences graves jusqu'en France et en Europe. Ce serait une mise en cause grave des principes

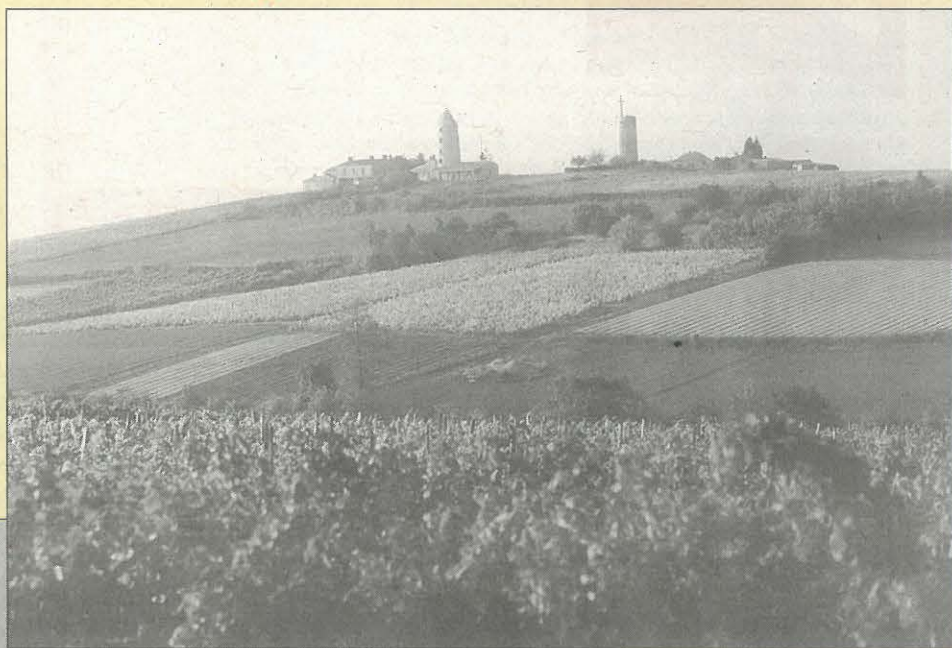
des Nations unies et du droit international. Ce serait consacrer le droit pour les Etats-Unis de faire la guerre où et quand bon lui semble, en fonction de leurs intérêts de puissance. La démilitarisation, les conflits, la sécurité et la paix au Moyen-Orient doivent être traités dans le cadre strict des Nations unies et par des moyens politiques. Nous pouvons empêcher cette nouvelle escalade américaine.

Le temps nous est compté. Nous ne ménagerons aucun effort.»

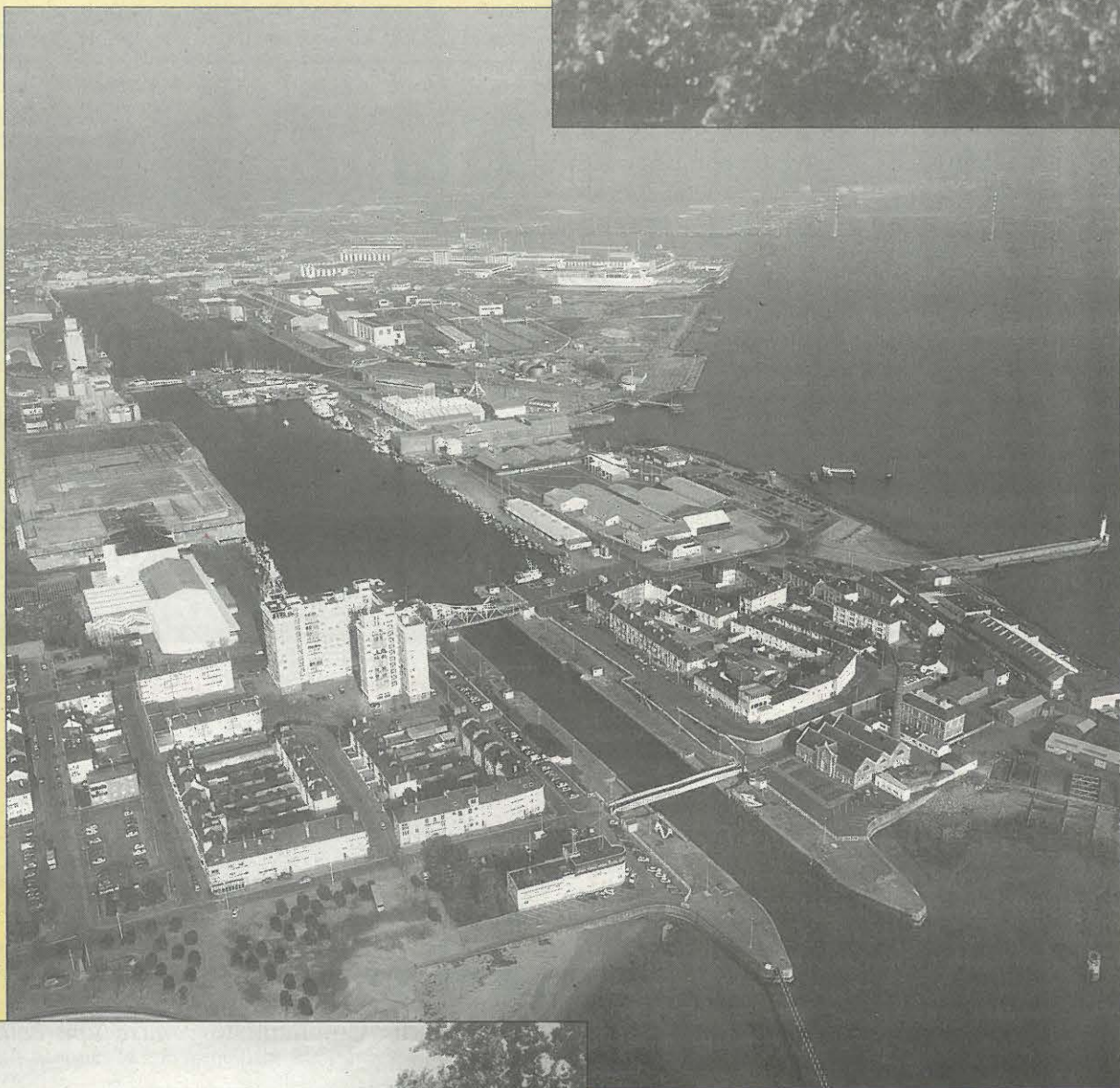


Développement Economique et Environnement Contradiction ou complémentarité

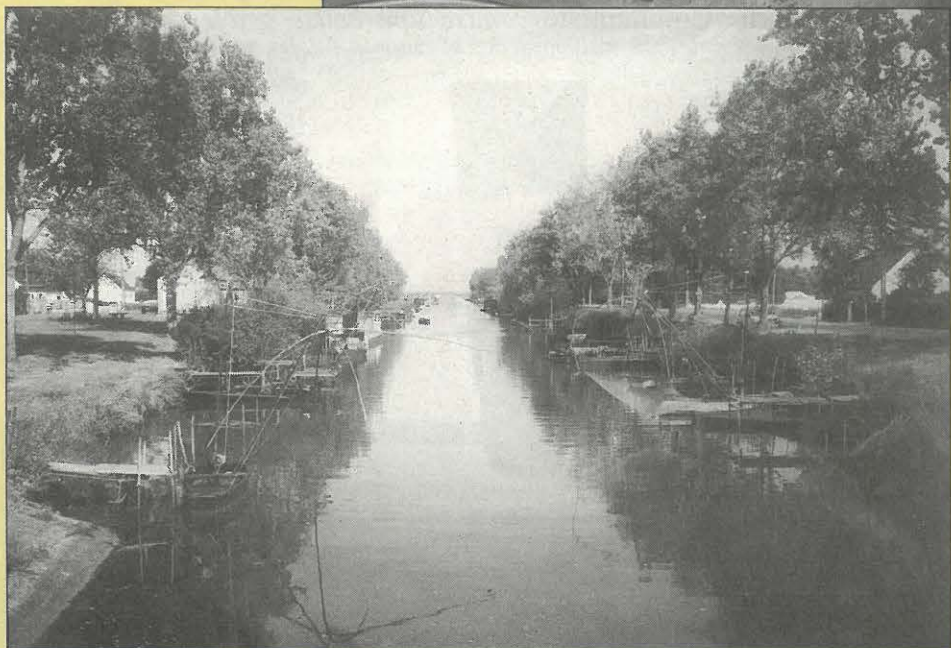
FORUM



**10
Octobre
2002
à 19 h**



**Cité
des
Congrès
NANTES**



Avec la participation
d'acteurs de la vie économique, sociale et poli-
tique de Loire-Atlantique
des représentants et élus des principales villes
du département
des élus aux Conseils général et régional
des représentants de grandes entreprises et
particulièrement EDF-GDF
des syndicalistes d'entreprises importantes de
Loire-Atlantique
des représentants d'associations et de partis
politiques.

l'Humanité



**Avec l'Humanité
maîtrisez les enjeux politiques
et soyez acteur du débat**

FORUM

Développement Economique et Environnement

**Une initiative
du Journal l'Humanité
et de la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français
avec le concours des
Nouvelles de Loire-Atlantique**

Développement économique et environnement : un forum pour en débattre

Développement économique et environnement sont-ils conciliables ? Le récent sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg a montré en quoi un certain type de développement lié au productivisme capitaliste était responsable de la dégradation à la fois de conditions de vie de milliards d'êtres humains mais aussi de notre environnement. Le refus de participation des Etats-Unis a été à cet égard éloquent ! Pour autant est-ce tout développement économique qui doit être remis en cause au risque de contribuer à faire reculer de façon importante la satisfaction des besoins humains ?

Dans notre région, notre département, un certain nombre de responsables politiques – c'est notamment le cas des Verts – s'opposent à de nombreux projets de développement au prétexte de risques de dégradations environnementales. C'est le cas s'agissant de l'énergie mais aussi du développement en infrastructures et en trafic du port autonome Nantes/Saint-Nazaire. C'est le cas s'agissant du développement aéroportuaire derrière le débat sur Notre Dame des Landes ou encore des implantations industrielles au cœur des grandes agglomérations du département et dans la Basse Loire. Qu'en est-il réellement ?

Les Communistes portent l'ambition de mettre au centre du développement économique la satisfaction des besoins humains (emploi, progrès social...), l'amélioration des conditions de vie et de sécurité des populations dans le respect des équilibres écologiques. C'est pour cela qu'ils défendent le projet d'extension des installations portuaires à Donges Est ou des quais de Chevire à Nantes. Non seulement cela permet d'avoir des retombées positives pour la population en terme d'emplois d'un développement du port (premier port de la façade atlantique) en concurrence avec les autres grands ports européens (Hambourg, Rotterdam, Anvers, Bilbao...) eux-mêmes en plein essor, mais une augmentation du trafic maritime réduit d'autant les trafics routiers ce qui n'est pas sans conséquences pour l'amélioration de la sécurité et de l'environnement.

Débattre de ces enjeux vitaux pour l'avenir économique de la région et de tout le pays, tel est l'ambition du forum qu'organisent le 10 octobre prochain à la Cité des Congrès de Nantes, la fédération de Loire Atlantique du PCF avec «l'Humanité».

l'Humanité

au cœur des enjeux
du développement
économique
de notre région

Mercredi 9 Octobre

Deux pages spéciales du journal quotidien seront réalisées à partir d'enquêtes, de reportages menés au cœur du Bassin Industriel de la Basse Loire.

Samedi 12 Octobre

Numéro exceptionnel de l'Humanité Hebdo qui rendra compte du déroulement du Forum et poursuivra ses reportages interviews et enquêtes.

**2 numéros à retenir dès maintenant chez
votre dépositaire de presse ou auprès de la
Fédération du PCF.**



Ouverture du capital EDF-GDF : l'affaire de tous

Le gouvernement Raffarin a annoncé son intention de mettre en bourse, rapidement, une partie du capital d'EDF-GDF. Il prétend que cela permettra le développement des deux entreprises et la baisse des tarifs pour les consommateurs.

L'énergie n'est pas une marchandise comme les autres

Le gouvernement prétend que la privatisation aurait pour effet une baisse du coût de l'énergie pour les usagers, mais sait-on que les tarifs actuels d'EDF sont inférieurs à ceux pratiqués dans d'autres pays où la distribution de l'énergie est privatisée ?

Pilotée par les objectifs de rentabilité financière, qu'advient-il de l'égalité d'accès et d'usage pour toutes et tous sur tout le territoire ? Qu'en sera-t-il des capacités de l'entreprise à s'inscrire dans les projets d'aménagement du territoire ? Que sera alors, la capacité d'anticiper les besoins de long terme, de s'inscrire dans l'effort indispensable pour empêcher les dégradations irréversibles de notre environnement ?

Pour ces raisons, l'énergie n'est pas une marchandise comme une autre. Elle le sera de moins en moins. L'accès et l'usage de l'énergie sont des droits humains, des droits dont se trouvent exclus plus d'un milliard six cent millions de personnes dans le monde.

Alors que veut la droite ?

Au-delà de sa recherche de moyens pour abonder son budget, la privatisation et la cession du patrimoine public s'inscrivent dans la démarche d'extension de la marchandisation des activités humaines. Tout ce qui peut générer des profits doit revenir au privé, c'est la règle à la réalisation de laquelle la commission de Bruxelles veille scrupuleusement et à laquelle souscrit notre gouvernement. Qu'importe si chemin faisant seront abandonnés des atouts majeurs pour la population et le développement du pays, pour la coopération internationale, pour l'avenir de la planète.

Le statut en ligne de mire

La volonté du patronat d'abaisser le coût du travail et les garanties collectives se heurte aux acquis, aux statuts, aux régimes spéciaux. Depuis l'échec de la tentative du gouvernement Juppé en 1995 de mettre en cause les retraites des agents de la fonction et des entreprises publiques et la protection sociale de tous, la droite rêve de revanche. Comme en 1995, les communistes seront aux côtés des agents et des fonctionnaires pour défendre les droits, faire respecter les acquis sociaux, qui tirent toute la protection sociale vers le haut. Ils seront présents lors de la journée d'action du 3 octobre prochain.

■ Le 3 octobre,

L'ensemble des syndicats CGT, CFDT, CFÉ, CGC, FO, CFTC appelle à une large mobilisation avec une manifestation nationale à Paris, le 3 octobre pour dénoncer la dégradation des conditions de travail dans la profession et demander la confirmation de maintien du statut national de 1946 ainsi que la pérennité du régime de retraite des gaziers et électriciens.

Nul doute que devant le discours du Premier Ministre RAFFARIN, cette action syndicale résonnera du refus majoritaire des électriciens et gaziers, de la privatisation de leurs entreprises.

■ **Sans attendre, signons et faisons signer la pétition contre l'ouverture du capital d'EDF-GDF, proposée par les Communistes.**

Pétition contre l'ouverture du capital d'EDF-GDF

Sous prétexte de concurrence internationale et d'alliances nécessaires, Chirac et Raffarin ont annoncé l'ouverture du capital des entreprises publiques d'EDF et GDF, dès le début de l'année 2003.

Rien ne justifie une telle mesure : la qualité du service public rendue aux usagers est unanimement reconnue ; le statut du personnel de ces entreprises est une référence positive pour tous les salariés de notre pays ; et les coopérations ou alliances en Europe et dans le monde existent déjà, alors que ces entreprises sont à 100 % publiques.

En fait, cela ne ferait qu'encourager la fuite en avant de ces entreprises dans une croissance financière débridée, le gâchis d'argent au détriment de l'emploi, des services rendus et de la sécurité, au détriment de l'Europe sociale et du développement durable : avec pour conséquences : augmentation des tarifs, inégalités entre territoires ou types d'usagers, dégradation du service.

Nous ne voulons pas en France d'un scandale comme celui de l'entreprise américaine Enron. L'énergie n'est pas une marchandise comme une autre, mais un droit à assurer pour tous à égalité. C'est un bien public.

En conséquence :

Nous refusons l'ouverture du capital d'EDF et de GDF.

Nous demandons le gel de l'application des directives européennes de déréglementation et leur bilan.

Nous proposons de renforcer les pouvoirs des salariés, des usagers et des élus sur la gestion des entreprises et des services publics.

Nom	Prénom	Signature

Parti communiste français



Des propositions concrètes des communistes

Pour une évolution audacieuse de la politique énergétique

Parce que l'énergie n'est pas une marchandise comme une autre, les communistes appelle à un changement profond de politique dans ce domaine.

La réalisation d'un pôle public de l'énergie autour d'EDF-GDF favoriserait les coopérations de l'ensemble des opérateurs publics et privés du secteur. La mobilisation des capitaux publics mais également privés via un crédit bancaire d'autant plus abaissé qu'il servirait des objectifs d'emploi, de formation, de Service public, permettrait de faire reculer l'endettement des entreprises et de financer des projets industriels audacieux.

Placer le devenir de l'énergie sous le contrôle citoyen

Il est nécessaire de donner aux salariés, aux usagers, aux populations et à leurs élus des droits nouveaux d'intervention sur la politique de l'énergie dans notre pays.

Les enjeux économiques et sociaux le justifient, les enjeux environnementaux le rendent indispensable. Droits nouveaux, responsabilités nouvelles, stratégie énergétique de moyen et long terme doivent faire l'objet d'un très large débat national.

L'avenir des entreprises et services publics : l'affaire de tous

Les communistes viennent de créer à cet effet pour l'ensemble des services et entreprises publiques, une «coordination anti-privatisation et pour une alternative de progrès». Cette coordination qui a vocation à se décentraliser est ouverte aux salariés et aux citoyens, syndicalistes, militants associatifs, élus.

Elle peut être un des moyens de résister et d'inventer des solutions d'avenir pour des services et entreprises publiques efficaces au service des usagers et du développement durable.

Il est indispensable de mettre la droite en échec. L'espoir à gauche n'est pas perdu. Une autre construction politique est possible à condition que les raisons de l'échec électoral soient clairement perçus et que les leçons en soient fermement tirées avec les salariés et les forces sociales, syndicales, associatives, citoyennes les plus diverses qui aspirent à des solutions progressistes aux problèmes du pays et du monde. Les communistes s'y engagent avec détermination.

PAPON : l'insulte

Alors que se préparent les Cérémonies qui marqueront le 61^e Anniversaire des Fusillades de Châteaubriant, l'annonce arrive comme une insulte aux yeux de tous les démocrates : Maurice PAPON, condamné à 10 ans de réclusion pour complicité de crimes contre l'Humanité est libre...

Aucune argutie, juridique ou intellectuelle ne peut étouffer les gémissements de la mémoire qui accompagnent la décision de la cour d'appel de Paris. Les accents de compassion à l'adresse du vieillard de quatre vingt douze ans, au fond de sa cellule, ne font décidément pas le poids face à la douleur des familles de ses victimes. A-t-il eu, lui, un seul trait d'humanité, une seule confiance amorçant le regret, une seule larme, une seule, avant, pendant ou après le procès ? Jamais.

Quelle est donc la nature du privilège qui a valu à PAPON, sa libération ? Et à qui la faute, s'il a fallu attendre cinquante cinq ans, après des années de tergiversations, de manœuvres et d'étouffement pour que l'ancien haut fonctionnaire, rende compte de ses actes ? A l'évidence, l'ancien préfet de police, l'ancien député, l'ancien ministre, l'ancien PDG, ce puissant et implacable notable de haut vol a bénéficié d'une de ces commodités auxquelles n'ont pas droit les plus humbles des citoyens incarcérés dans les prisons de la République.

Est-ce le premier pas vers la réhabilitation de ce serviteur zélé des vainqueurs nazis ? «Il ne reste plus grand-chose de la condamnation de mon client», s'est réjoui un de ses avocats. Déjà, ils osent déclarer qu'ils entendent saisir la Commission de révision de la Cour de Cassation et effacer les crimes de PAPON.



Il y a dans cette libération, une raison supplémentaire de donner aux cérémonies qui marqueront le 61^e Anniversaire des Fusillades de Châteaubriant, une forte résonance à laquelle les Communistes, les démocrates s'attacheront, le dimanche 20 octobre prochain dans la Carrière des Fusillés de Châteaubriant.

61^e Anniversaire des Fusillades de Châteaubriant

Le 20 octobre 2002 à 14 h 00, rassemblement au rond-point Fernand-Grenier et défilé jusqu'à la Carrière des Fusillés.

Sous la présidence de Madame Odette NILES, Présidente de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé, de Monsieur Alain HUNAULT, Maire de Châteaubriant, avec la participation d'un représentant du gouvernement, d'une représentant de la FNDIRP, de Madame Marie-George BUFFET, Secrétaire nationale du PCF.

Compagnons de colère, compagnons de combats. Ils ont été des constructeurs pour un monde meilleur.

■ **Raoul BRIAND** nous a quitté en juillet. Cet homme humble, attachant est resté fidèle à ses idées de justice et de liberté qui ont conduit l'ensemble de sa vie militante.

Docker sur le port de Nantes, il a milité au syndicat CGT où il a exercé la responsabilité de membre du secrétariat. Il avait été aussi de nombreuses années membre de la commission exécutive de l'union locale CGT de Nantes. Raoul BRIAND a été également Conseiller prud'homal de la section commerce durant de nombreux mandats.

Adhérent de longue date au Parti Communiste Français, Raoul laisse à tous ceux qui le connaissaient, qui avaient milité avec lui, le souvenir d'un homme inoubliable.

Les NOUVELLES et la Fédération du Parti communiste adressent à ses proches et à sa famille, leurs plus sincères condoléances.

■ **ANDRE KERZANET** était depuis quelques temps malade. A la fin du mois de juillet, la nouvelle est tombée, André nous a quitté. Vétéran du Parti Communiste, André avait été à plusieurs reprises, candidat de son parti aux élections cantonales sur Nantes. Fidèle à ses engagements politiques, André était apprécié de ceux qui l'entouraient. Il laisse l'image d'un homme qui durant toute sa vie, quelle soit professionnelle en tant qu'enseignant, associative ou politique, aura donné beaucoup de lui-même pour que le monde change et que l'homme y trouve toute sa place. André ayant fait don de son corps à la science, un hommage lui sera rendu en septembre.

LES NOUVELLES et la Fédération adressent à Jeanne sa compagne, Jacques, Nicole ainsi qu'à toute sa famille, leurs plus sincères condoléances.

■ **JULEN SETIEN** n'est plus. Les Communistes herblinois viennent de perdre un ami un camarade. Ils avaient tous pour Julien une affection particulière. Julien qui est décédé brutalement à Pau, était un homme engagé. Adhérent et militant actif du Parti Communiste, il ne cachait pas ses sympathies pour les causes Basques et Bretonnes qui lui valurent en son temps, quelques problèmes.

Militant actif en faveur du logement social, il était particulièrement apprécié dans le quartier de la Halière à Saint-Herblain. Il suffisait qu'on lui fasse appel pour qu'il réponde présent à l'exemple des nombreux dimanches matin qu'il a passé pour lutter contre l'ouverture des commerces le dimanche et récemment encore devant l'Intermarché de Saint-Herblain. Ses amis et camarades sont tristes d'avoir perdu ce personnage attachant et sincère auquel par ces quelques lignes, nous rendons hommage.

■ **EDMOND BURGE** nous a également quitté cet été. Ce militant humble et réservé avait durant toute sa vie témoigné son attachement à ses idées de classe tout d'abord en s'engageant dans le mouvement syndical où il exerça les principales responsabilités au secteur des cheminots CGT durant de nombreuses années et en étant fidèle au Parti Communiste dans lequel il était vétéran. C'est un hommage émouvant qui lui fut rendu lors de sa crémation en présence de nombreux amis et camarades. La Fédération du Parti Communiste qui avait tenu à y participer, adresse à sa famille et à ses proches ses plus sincères condoléances.

■ **JEAN CORBIERE** que ses proches aimaient appeler Jean XXIII appréciait la plaisanterie. Militant actif à la CGT et au Parti Communiste aux Batignolles à Nantes, Jean s'est éteint suite à une chute à son domicile. Nous nous associons tous dans ces pénibles circonstances, pour adresser à sa famille, nos sincères condoléances.

■ **CLAUDE LENEVEU** professeur de sociologie à l'Université n'est plus. Homme de dialogue et de conviction, Claude avait décidé de renouer avec son engagement politique au sein du PCF, il y a quelques années. Présent à l'Université d'été de son Parti, il y a deux ans, il aimait à participer à la réflexion sur le communisme dans notre pays et dans le monde. Sa disparition brutale a énormément touché ses amis, ses camarades et ses proches. Les Nouvelles et la Fédération du Parti Communiste adressent aux siens et à ses proches leurs plus sincères condoléances.

Ça se passe chez nous

Fête de l'Huma 2002 : un très bon millésime L'essentiel des médias a dû reconnaître l'ampleur du succès de la dernière Fête de l'Humanité

Agenda



Nantes : Assemblée générale des communistes, le 9 octobre

Saint-Nazaire : Assemblée générale des communistes, le 18 septembre

Brière : Assemblée générale des communistes, le 26 septembre

Rezé : Assemblée générale des communistes, le 24 septembre

Presqu'île Guérandaise : Assemblée générale des communistes, le 24 septembre

Basse Loire : Comité local, le 3 octobre

Forum : 10 octobre à 19h00, Cité des Congrès de Nantes sur le thème « Développement économique et environnement : contradiction ou complémentarité »

Veillée du Souvenir : vendredi 18 octobre, Monument des 50 Otages à Nantes

61^e Anniversaire des Fusillades de Châteaubriant : dimanche 20 octobre à 14h00 à Châteaubriant.



«La Fête a fait le plein ce week-end à la Courneuve», écrit Didier Micoine du *Parisien*. *Le Populaire du Centre* parle d'une «affluence exceptionnelle» et titre: «Le parti de la riposte». Pour *L'Est Républicain*, «le beau temps aidant, la version 2002 de la Fête de l'Humanité a connu comme l'édition 2001 un grand succès». Dans *Le Midi Libre*, Gérard Courtois voit dans le rassemblement du Bourget «l'occasion pour le PCF de démontrer qu'il est encore capable de surmonter le traumatisme de l'élection présidentielle». Jean-Marie Deroy du *Courrier Picard* a vu «la foule répandue dans le Parc de la Courneuve». «Gros succès populaire» titre *Ouest France* qui ajoute: «Foule sous le soleil». *L'Yonne Républicaine* parle de «près d'un demi million d'entrées». *La Tribune de Lyon* juge que «la Fête a battu des records». Tous ou presque mettent l'accent sur le caractère «combatif» (*Nord Éclair*), «offensif» (*La Dépêche du Midi*), «actif» (*La Nouvelle République du Centre-Ouest*), «tonique» (*La Dépêche du midi*), «résistante».

Côté Loire-Atlantique, le stand tenu par une soixantaine de camarades a rempli tous ses objectifs culinaires et politiques. 54 adhésions au PCF sont venues s'ajouter aux milliers d'huîtres dégustées et aux centaines de bouteilles de Muscadet savourées.

Sécurité sociale : les suppressions de remboursements sont inacceptables, déclare Jean-René TEILLANT

«La mesure annoncée par le Ministre de la Santé de ne plus rembourser de nombreux médicaments est inacceptable.

Depuis des années, au nom de la maîtrise comptable des dépenses de santé, les assurés sociaux sont de plus en plus mal remboursés. Les inégalités en matière de santé grandissent.

Pour nous, Communistes, l'accès de tous aux meilleurs soins, est une priorité politique essentielle. C'est pour cette raison que nous nous opposons fermement aux mesures proposées par le Ministre de la Santé.

Nous proposons au contraire, d'augmenter les remboursements des médicaments, des lunettes, des prothèses dentaires, des appareillages médicaux. Les progrès de la médecine, le vieillissement de la population demandent plus de moyens. Les hôpitaux publics ont besoin de mesures financières urgentes.

- Oui, il faut dépenser plus et mieux pour la santé.

- Oui, il faut des mesures pour combler le déficit de la Sécurité sociale. Son retour est dû essentiellement à l'aggravation du chômage.

Il faut donc tout à la fois, lutter contre le chômage, les bas salaires et trouver de nouvelles ressources.

Au lieu de contraindre les plus pauvres à moins se soigner, les Communistes proposent qu'immédiatement, les revenus financiers des entreprises contribuent au même taux que les salariés, au financement de la Sécurité sociale. Cela rapporterait immédiatement plus de 15 milliards d'euros.

Ce serait une mesure sociale juste et efficace.»

Nantes, le 25 septembre 2002

**Abonnez-vous
aux Nouvelles
pour 10 euros
pour l'année.**

Vous recevez les Nouvelles, vous appréciez son contenu. Pour contribuer à sa parution, à son amélioration, abonnez-vous pour 10 euros l'an en adressant vos chèques libellés à l'ordre de PCF Fédération de Loire-Atlantique 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes